

Burundi : un nouveau Président soumis aux généraux prête serment

La Libre Belgique, 19 juin 2020 Ce jeudi matin, le général major Evariste Ndayishimiye a prêté serment comme Président du Burundi en l'absence de tout homologue : le seul annonceur, le Congolais Félix Tshisekedi, n'est pas venu. [Photo : Après sa prestation de serment, le tout nouveau président du Burundi, Evariste Ndayishimiye, passe les troupes en revue.]

Cette prestation de serment a alors que les Burundais commencent à se rendre qu'ils subissent, eux aussi, une épidémie de coronavirus survient, deux mois avant la date prévue en raison du décès subit du chef de l'État sortant, Pierre Nkurunziza, la semaine dernière, vraisemblablement à la suite d'une infection au Covid-19, dont il niait l'existence au Burundi. M. Ndayishimiye a été proclamé par la Cour constitutionnelle, en dépit de fraudes si importantes que la Commission électorale nationale indépendante avait dû retirer les résultats électoraux de son site internet telles qu'ils comportaient de graves irrégularités. Les principaux pays donateurs au Burundi ont accepté de la proclamation du général major comme vainqueur du scrutin et, une fois de plus, tentent de voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide. Mais qu'est-ce qui justifie cet optimisme ?

Un bon vivant, jamais cité dans un crime collectif, on trouve essentiellement la réputation du major général chez les militants de base du CNDD-FDD, parti au pouvoir depuis 2005 après avoir été vaincu lors de la guerre civile (1993-2005

; 300.000 morts). À l'époque, Evariste Ndayishimiye a dirigé l'instance disciplinaire de la guérilla ; il fut ensuite le principal négociateur de celle-ci pour établir l'Accord de paix d'Arusha. Selon une étude de combattants de base du mouvement armé le disent sociable, bavard, aimant blaguer et lever le coude, peu travailleur, toutes choses qui le rendent sympathique à leurs yeux. Il n'est pas rancunier et moins émotif que les autres chefs de groupe rebelle

; il n'est cité dans aucun crime ni malversation. Aujourd'hui, toutefois, la base du parti est formée essentiellement de vétérans recrutés en masse pour constituer la milice du CNDD-FDD, les Imbonerakure, qui profitent de leur statut pour rançonner les Burundais à leur propre profit en plus d'imposer la terreur pour le compte de leurs chefs politiques. Evariste Ndayishimiye est, pour eux, une figure lointaine. Soumis au groupe des généraux Difficile à être populaire, en effet, pour un homme jugé malléable, soumis à la demi-douzaine de généraux CNDD-FDD qui dirigent actuellement le Burundi. M. Ndayishimiye a connu deux d'entre eux à l'Université de Bujumbura, lorsqu'il y a étudié le Droit avant de devoir fuir les exactions anti-Hutus de l'époque (1993-1995)

: Prime Niyongabo, chef d'État-major, et Gabriel Nizigama, chef de cabinet civil de la Présidence. En 2014, il a brièvement fait partie d'un groupe hostile à un troisième d'entre eux, Alain Guillaume Bunyoni, ministre de la Santé publique, et au défunt homme fort de ce groupe, Adolphe Nshimirimana, chef du Service national de Renseignement (SNR) tué dans un attentat le 2 août 2015. Mais comme on surnomme le nouveau Président, était bien dans le rang. Choisi par les généraux Aujourd'hui, l'ex-maquisard doit sa place au groupe des généraux à sa candidature à la présidentielle du 20 mai dernier, contre l'avis de Pierre Nkurunziza, qui lui préférait Pascal Nyabenda, président de l'Assemblée nationale mais qui n'est pas passé par le maquis. Avec pareille dette, on voit mal le nouveau chef de l'État s'opposer à ses mentors, alors que, secrétaire général du CNDD-FDD depuis 2016, il n'avait le courage de prendre des mesures contre les nombreuses exactions des miliciens Imbonerakure, assurant que les critiques contre eux étaient dues à des jalousies. Evariste Ndayishimiye a l'habitude d'éviter les discussions avec les généraux qui, comme la plupart des anciens maquisards, sont méfiants jusqu'à la paranoïa. Ennemis de discussions, il n'aimera pas non plus affronter la communauté internationale, mais elle est plus loin de lui et moins effrayante que ses collègues. Plus de pouvoir au Président Le constitutionnaliste Stef Vandeginste, de l'université d'Anvers, a rappelé dans un article publié en avril dernier que le nouveau Président du Burundi est en place pour sept ans et non plus cinq. Que, s'il ne dirigera plus le gouvernement comme feu Nkurunziza un Premier ministre est dorénavant prévu pour mettre en œuvre la politique que le chef de l'État aura décidée, ses pouvoirs seront donc ne sera plus contraint à un gouvernement de coalition

; s'il ne promulgue pas une loi votée par le parlement (où il n'aura plus de veto pour la minorité ethnique tutsie) dans les 30 jours, elle sera nulle et non avenue

; il aura le contrôle exclusif sur le Service national de renseignement, qui ne sera plus soumis aux quotas ethniques. Bref, à travers lui, le groupe des généraux aura plus de pouvoir que jamais. On gage qu'il utilisera à : patron du CNDD-FDD depuis 2016, le général major Ndayishimiye n'a lancé aucun projet et pris aucune initiative en quatre ans. La mollesse du fauteuil présidentiel devrait le confirmer dans cette passivité. On attend à ce qu'il continue à pratiquer, avec son épouse, l'ostentation religieuse de son prédécesseur mais, lui, au nom de sa foi catholique ; Nkurunziza était évangéliste. Le nouveau couple présidentiel a pu voir, aux côtés du Président défunt, comment un discours religieux a servi autant que la terreur à imposer le régime CNDD-FDD à la population, malgré la misère croissante. Mme Ndayishimiye a pris un bon départ, début 2020, quand, devant le Duomo de Milan, elle a eu la joie, comme nombre de touristes, de voir un pigeon se poser sur elle

à : elle a immédiatement aperçu ce qu'elle désigne de Dieu favorable à son mari, selon elle, sur les réseaux sociaux. Par Marie-France Cros. (1) (<https://burundihri.org/>)

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```